

Brochure n° 3286

Convention collective nationale

IDCC : 1982. – **NÉGOCE**
ET PRESTATIONS DE SERVICES
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES
(4^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 18 OCTOBRE 2005
RELATIF À L'ANNEXE II PORTANT SUR LES SALAIRES MINIMA

NOR : *ASET0650186M*
IDCC : 1982

Entre :

Le syndicat national des services et technologies de santé au domicile (SYNALAM),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération commerce, services, force de vente CFTC (CSFV-CFTC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

L'annexe II relative aux salaires minima conventionnels (tableau des coefficients) de la convention collective nationale « Négoces et prestations de services dans les domaines médico-techniques » du 9 avril 1997, étendue par arrêté du 3 mars 1998 est remplacée comme suit.

ANNEXE II

Tableau des coefficients

(En euros.)

	COEFFICIENT	MONTANT MENSUEL
Niveau I		
Position 1.1	150	1 230
Position 1.2	160	1 250
Position 1.3	180	1 300
Niveau II		
Position 2.1	200	1 340
Position 2.2	220	1 390
Position 2.3	240	1 440
Niveau III		
Position 3.1	260	1 480
Position 3.2	300	1 580
Niveau IV		
Position 4.1	350	1 921
Position 4.2	400	2 452
Niveau V		
Position 5.1	450	2 983
Position 5.2	500	3 514

Les salaires minima sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures.

A l'exception du niveau III, les salariés ne peuvent pas être classés à des coefficients autres que ceux mentionnés dans le présent tableau.

Les salaires versés ne peuvent en aucun cas être inférieurs à la valeur du SMIC.

Article 2

Durée. – Notification. – Publicité

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature, fixée du 18 octobre 2005 au 8 décembre 2005.

Il sera déposé, en 5 exemplaires originaux, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au conseil de prud'hommes de Paris à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, décomptés à partir de la date de réception la plus tardive des lettres recommandées avec accusé de réception le notifiant.

Article 3

Extension et entrée en vigueur

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Article 3

Extension et entrée en vigueur

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Cet accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)